



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique du logement

Question écrite n° 62626

## Texte de la question

M. Bernard Gérard appelle l'attention de Mme la ministre du logement et de l'égalité des territoires sur le financement du logement social. Alors que le Premier ministre s'était engagé en juin 2013 à réduire progressivement les prélèvements de l'État sur le 1 % logement, en contrepartie d'une plus grande implication des partenaires sociaux dans le logement social, nécessaire aux familles aux revenus modestes, la décision qui vient d'être annoncée de les augmenter de 1,5 milliards d'euros sur 4 ans pénalise gravement le taux de mise en chantier dans ce domaine, au moment où, par ailleurs, la production de logements neufs a considérablement chuté et constitue un frein au logement des ménages, notamment modestes, pour qui ce poste reste prioritaire. Il lui demande par conséquent si le Gouvernement devant les multiples réactions engendrées par cette annonce, entend revenir sur sa position.

## Texte de la réponse

Les négociations entre action logement et l'État ont abouti, le 2 décembre 2014, à la signature de la convention quinquennale portant sur les emplois des fonds issus de la participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC), pour la période 2015-2019, publiée au Journal officiel du 19 décembre. Cette convention marque le retour à la contractualisation sur l'utilisation des fonds issus de la participation des employeurs à l'effort de construction. Par cette convention, l'État et action logement se sont engagés à accompagner le parcours résidentiel et professionnel des salariés par la délivrance de prêts accession ou encore des aides à la mobilité. En outre, elle confirme le rôle primordial joué par action logement dans le financement du logement social et du logement intermédiaire, avec un total de financements de 6,8 milliards d'euros d'ici 2019, soit 600 000 logements sur 5 ans. Action logement interviendra sous forme de prêts à taux réduits ouverts à tous les types d'opérateurs du logement social ainsi que dans le cadre du nouveau programme de rénovation urbaine. Par ailleurs, action logement s'est engagé à mettre en place un nouveau dispositif de sécurisation locative destiné à remplacer la garantie des risques locatifs (GRL), d'ici le 1er janvier 2016, afin de faciliter la mobilité et l'accès au logement, en priorité pour les jeunes salariés et les ménages en situation de précarité au regard de la nature de leur contrat de travail au moment de la recherche d'un logement. Enfin, la convention reprend les termes de l'accord du 15 juillet dernier concernant la contribution d'action logement aux politiques nationales. Le montant de cette contribution sera de 1 milliard d'euros en 2016, 900 millions en 2017, 700 millions en 2018, et 500 millions en 2019 pour tenir compte du pacte de responsabilité et de solidarité qui va bénéficier directement et rapidement aux entreprises et à leurs salariés. Sur la période 2015-2019, la majeure partie des prélèvements nationaux sera versée à l'Agence nationale de rénovation urbaine (850 millions d'euros par an sur 2015-2017, puis 700 millions en 2018 et 500 millions en 2019). La participation d'action logement aux politiques nationales est ainsi très majoritairement dédiée au financement de dépenses d'investissement dans le logement.

## Données clés

**Auteur :** [M. Bernard Gérard](#)

**Circonscription :** Nord (9<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 62626

**Rubrique** : Logement

**Ministère interrogé** : Logement et égalité des territoires

**Ministère attributaire** : Logement, égalité des territoires et ruralité

Date(s) clé(e)s

**Question publiée au JO le** : [5 août 2014](#), page 6621

**Réponse publiée au JO le** : [3 février 2015](#), page 760